



DIX ANS DE GOUVERNANCE EN AFRIQUE

2006-2015

2016 INDICE IBRAHIM DE LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE

SÉNÉGAL



FONDATION MO IBRAHIM

MO IBRAHIM FOUNDATION
10th ANNIVERSARY
2006-2016

Table des matières

Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique – Vue d’ensemble	3
Gouvernance globale et principales catégories : Résultats 2015	4
Sous-catégories: Résultats 2015 et évolution 2006-2015	5
Performance régionale	6
Structure de l’IIAG 2016	8
Indicateurs : Résultats 2015 et évolution 2006-2015	10
Indicateurs : données 2000-2015	12
Indicateurs : définitions et sources	14
Notes	19

La Fondation Mo Ibrahim est consciente que certaines des sources exploitées mettent à jour leurs données après envoi pour impression des documents qu’elle diffuse. L’exactitude des données brutes de l’IIAG ne peut être garantie au-delà de la date de la dernière consultation, laquelle est précisée pour chaque indicateur sur notre Portail des données que vous pouvez télécharger depuis notre site Internet.

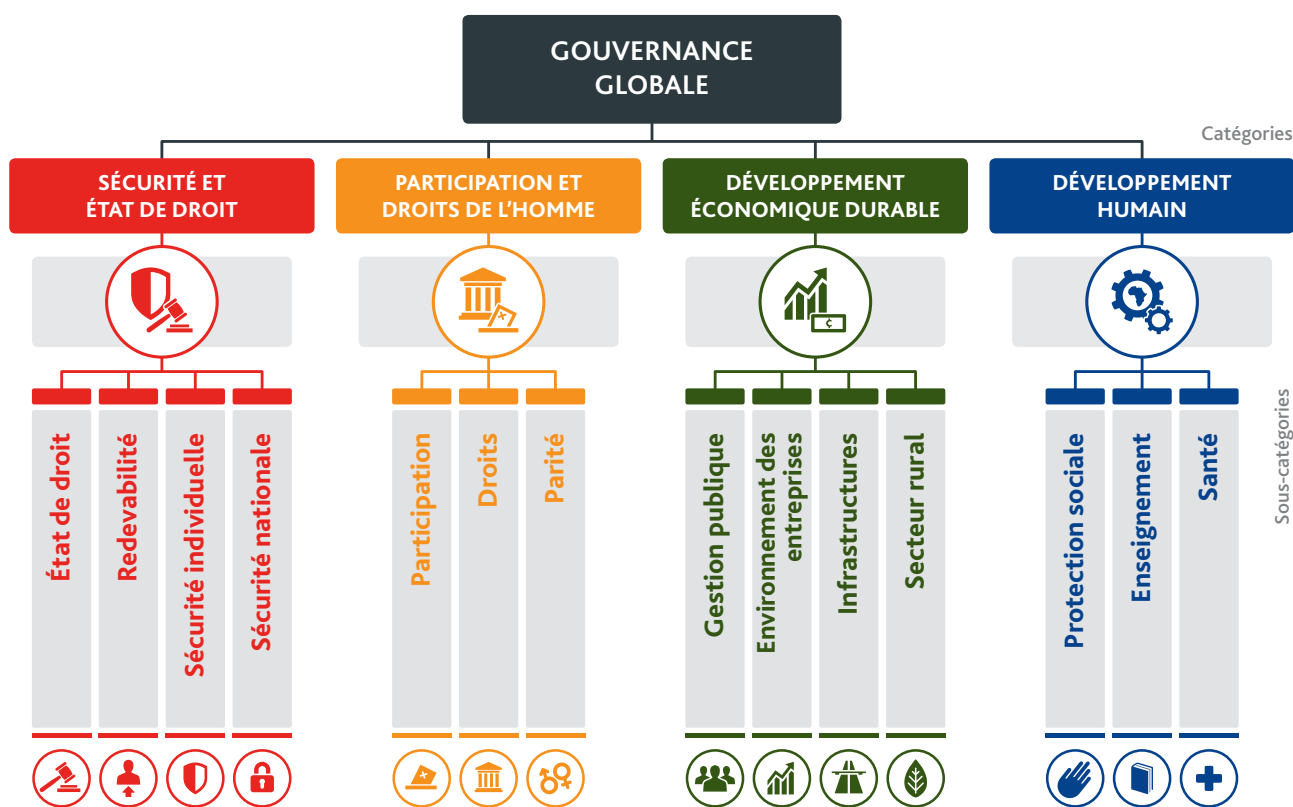
Présentation générale

Lors de sa première publication, en 2007, l’objectif de l’IIAG consistait à proposer un outil quantifiable de mesure et de suivi des performances de la gouvernance dans les pays d’Afrique, afin d’évaluer les progrès en la matière au fil du temps et de soutenir l’élaboration de politiques efficaces et réactives. Aujourd’hui, l’objectif reste le même, et l’IIAG représente désormais la base de données sur la gouvernance en Afrique la plus exhaustive qui soit. Afin de fournir une large vue d’ensemble, impartiale et richement documentée, sur les performances de chaque pays d’Afrique en matière de gouvernance, l’IIAG recueille un très grand nombre de données générées par plusieurs sources.

Grâce à la mise à jour annuelle de l’ensemble des séries chronologiques de l’Indice, chaque nouvel IIAG est garanti de fournir des données d’une précision inégalable. Ce processus

permet de s’assurer que l’Indice représente un tableau de bord actualisé et d’une fiabilité sans pareil, décrivant l’état de la gouvernance de chaque pays d’Afrique. L’IIAG définit la gouvernance comme l’accès aux biens et services publics, dans les domaines politique, social et économique, auxquels chaque citoyen peut légitimement prétendre auprès de l’État et que tout État est tenu d’offrir à ses citoyens.

Le principal intérêt de l’IIAG est de mesurer les résultats et les conséquences d’une politique, plutôt que d’évaluer les déclarations d’intention, les dispositions légales et les niveaux de dépenses.



Présentation de la répartition en classes de niveaux au sein de l’IIAG 2016

Pour la première fois, l’IIAG 2016 propose de regrouper les pays en fonction de leur score. Cinq groupes ont été identifiés, selon leur niveau de performance : « Très élevé », « Élevé », « Intermédiaire », « Faible » et « Très faible ».

Ces groupes ont été constitués au moyen d’une analyse reposant sur le partitionnement en k-moyennes. Cela permet de déterminer les minimas et maximas d’une catégorie à une autre. Ces valeurs limites permettent d’affecter chaque pays à un groupe en particulier.

Étant donné que chaque catégorie emploie des unités de

mesure qui lui sont propres, ses valeurs limites diffèrent en conséquence. Au niveau de la *Gouvernance globale*, ces groupes représentent la simple consolidation des valeurs limites de chaque catégorie.

	GOUVERNANCE GLOBALE	SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT	PARTICIPATION ET DROITS DE L'HOMME	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE	DÉVELOPPEMENT HUMAIN
Très élevé	71,0 et plus	77,0 et plus	69,0 et plus	63,0 et plus	74,0 et plus
Élevé	54,0 - 70,9	60,0 - 76,9	54,0 - 68,9	48,0 - 62,9	56,0 - 73,9
Intermédiaire	41,0 - 53,9	45,0 - 59,9	37,0 - 53,9	37,0 - 47,9	45,0 - 55,9
Faible	23,0 - 40,9	25,0 - 44,9	20,0 - 36,9	23,0 - 36,9	25,0 - 44,9
Très faible	Inférieur à 23,0	Inférieur à 25,0	Inférieur à 20,0	Inférieur à 23,0	Inférieur à 25,0

SÉNÉGAL

Le Sénégal figure parmi les pays les plus performants de l'IIAG. En 2015, il se situe au dixième rang des 54 pays du continent (60,8 points sur 100,0) en matière de *Gouvernance globale*, après une progression de +3,7 points au cours des dix dernières années. Il est l'un des trois seuls pays parmi les dix premiers du classement à enregistrer une amélioration dans chacune des quatre catégories de l'IIAG, avec une hausse particulièrement remarquable dans la catégorie *Sécurité et État de Droit* (+4,8), à rebours du recul général du continent dans ce domaine.

Le progrès enregistré en matière de *Sécurité et État de Droit* traduit l'amélioration des composantes *Règle de droit*, *Redevabilité* et *Sécurité Individuelle*, avec les indicateurs *Détournement de fonds publics*, *Enquête de corruption* et *Corruption au niveau du gouvernement et des agents publics* figurant parmi les dix indicateurs affichant la plus forte progression au cours de la décennie écoulée. En revanche, la dimension *Sécurité Nationale* enregistre un recul qui mérite attention.

Le Sénégal réalise sa meilleure performance dans la catégorie *Participation et Droits de l'Homme*, et se hisse au 7ème rang du continent en 2015. La progression marginale réalisée au cours de la décennie (+0,9) résulte de l'amélioration des dimensions *Droits* (+4,1) et, dans une moindre mesure, *Participation* (+1,1). En revanche, la dimension *Genre* régresse, tirée par la chute des indicateurs *Représentation des femmes au sein du pouvoir judiciaire* et *Législation contre les violences faites aux femmes*, qui figurent tous deux parmi les dix indicateurs affichant la plus forte détérioration de la décennie écoulée.

La progression réalisée en matière de *Développement Économique Durable* (+3,2) est essentiellement due aux avancées en matière d'*Infrastructures* (+10,7), tirée par des progrès considérables dans les composantes *Infrastructures numérique et des TI*, et *Infrastructures électriques*, qui affichent respectivement la deuxième et troisième plus forte augmentation de la décennie. On relèvera toutefois le recul préoccupant de l'indicateur *Création d'emplois*, qui affiche la dixième plus forte détérioration de la décennie.

La catégorie *Développement Humain* (+6,1) affiche la plus forte progression de la décennie écoulée, mais conserve néanmoins un niveau sensiblement plus faible que celui des autres dimensions de gouvernance, le Sénégal se classant ici au 22ème rang seulement, (et au 38ème pour l'*Éducation*). La progression générale concerne chacune des trois sous-catégories correspondantes : *Protection sociale* (+7,0), *Santé* (+6,2) et *Enseignement* (+5,3), avec les indicateurs *Campagnes de santé publique*, *Malnutrition*, et *Priorités de réduction de la pauvreté* figurant parmi les indicateurs nationaux ayant le plus fortement progressé au cours de la décennie. On notera toutefois le recul préoccupant des indicateurs *Services d'éducation* et *Services de santé de base* qui figurent tous deux parmi les dix indicateurs nationaux le plus fortement dégradés au cours de la période.



GOVERNANCE GLOBALE

SCORE 2015/100

60,8

MOYENNE AFRICAINE 2015

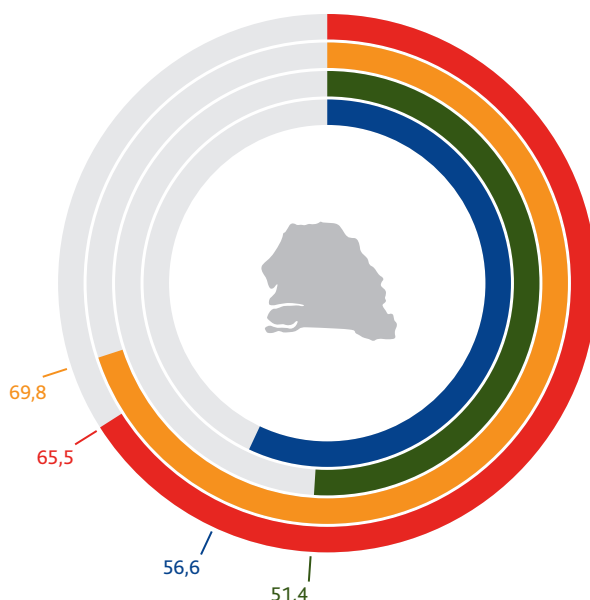
50,0

ÉVOLUTION 2006-2015

+3,7 ▲

CLASSEMENT 2015/54

10^e



SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

SCORE 2015/100

65,5

MOYENNE AFRICAINE 2015

52,1

ÉVOLUTION 2006-2015

+4,8

CLASSEMENT 2015/54

10^e



PARTICIPATION ET DROITS DE L'HOMME

SCORE 2015/100

69,8

MOYENNE AFRICAINE 2015

50,0

ÉVOLUTION 2006-2015

+0,9

CLASSEMENT 2015/54

7^e



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE

SCORE 2015/100

51,4

MOYENNE AFRICAINE 2015

42,9

ÉVOLUTION 2006-2015

+3,2

CLASSEMENT 2015/54

12^e



DÉVELOPPEMENT HUMAIN

SCORE 2015/100

56,6

MOYENNE AFRICAINE 2015

55,0

ÉVOLUTION 2006-2015

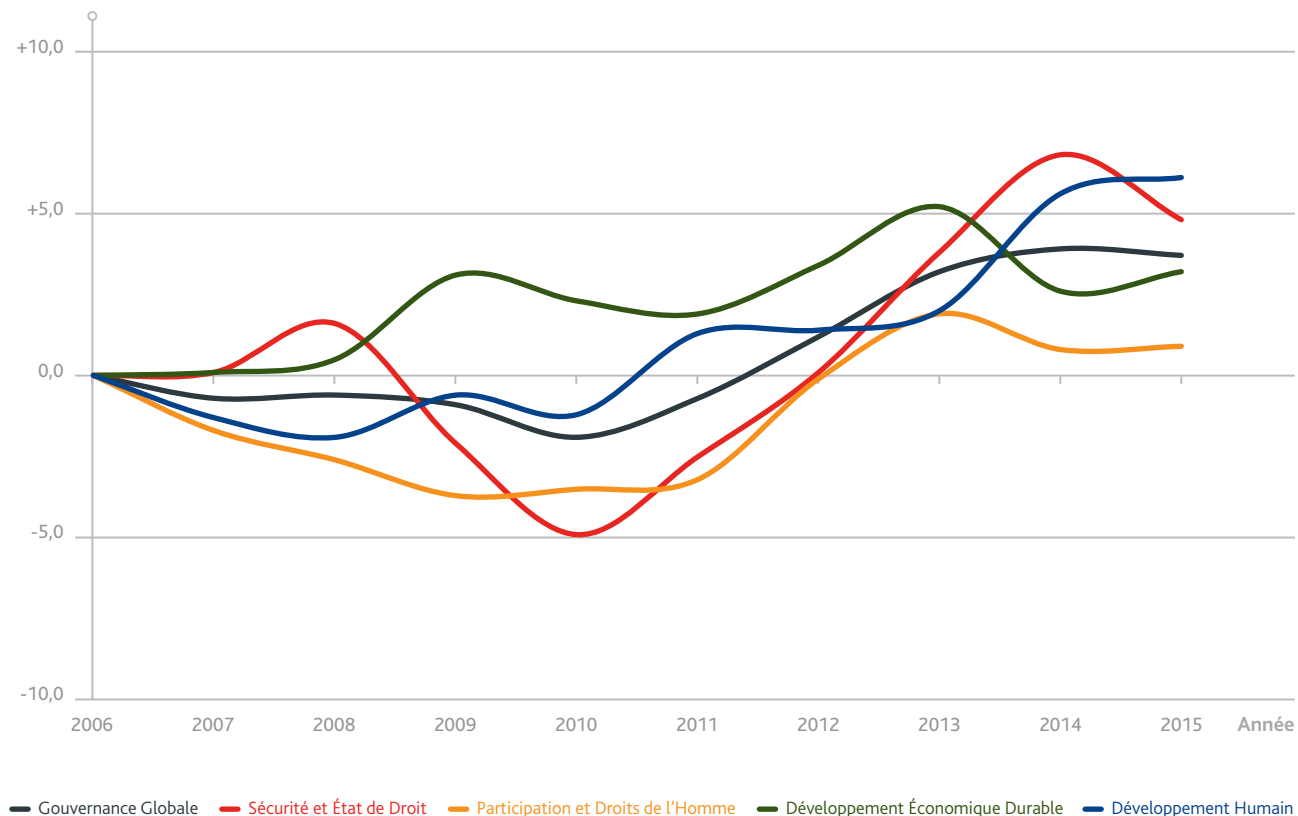
+6,1

CLASSEMENT 2015/54

22^e

GOUVERNANCE GLOBALE ET PRINCIPALES CATÉGORIES: ÉVOLUTION 2006-2015

Changement de score



SOUS-CATÉGORIES

SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT				DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE			
	SCORE/100 2015	CLASSEMENT/54 2015	ÉVOLUTION 2006-2015		SCORE/100 2015	CLASSEMENT/54 2015	ÉVOLUTION 2006-2015
ÉTAT DE DROIT	75,4	7 ^e	+12,5	GESTION PUBLIQUE	55,2	8 ^e	-1,0
REDEVABILITÉ	51,1	10 ^e	+6,3	ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES	51,3	13 ^e	+1,9
SÉCURITÉ INDIVIDUELLE	57,1	13 ^e	+3,3	INFRASTRUCTURES	42,3	17 ^e	+10,7
SÉCURITÉ NATIONALE	78,5	32 ^e	-2,7	SECTEUR RURAL	56,6	20 ^e	+1,1
PARTICIPATION ET DROITS DE L'HOMME				DÉVELOPPEMENT HUMAIN			
	SCORE/100 2015	CLASSEMENT/54 2015	ÉVOLUTION 2006-2015		SCORE/100 2015	CLASSEMENT/54 2015	ÉVOLUTION 2006-2015
PARTICIPATION	80,4	6 ^e	+1,1	PROTECTION SOCIALE	53,7	18 ^e	+7,0
DROITS	70,9	5 ^e	+4,1	ENSEIGNEMENT	41,3	38 ^e	+5,3
PARITÉ	58,2	24 ^e	-2,5	SANTÉ	74,9	17 ^e	+6,2

Afrique de l'Ouest

SCORE 2015/100
CLASSEMENT 2015/15;
1=le plus élevé



GOUVERNANCE GLOBALE

SCORE 2015 CLASSEMENT RÉGIONAL ÉVOLUTION 2006-2015

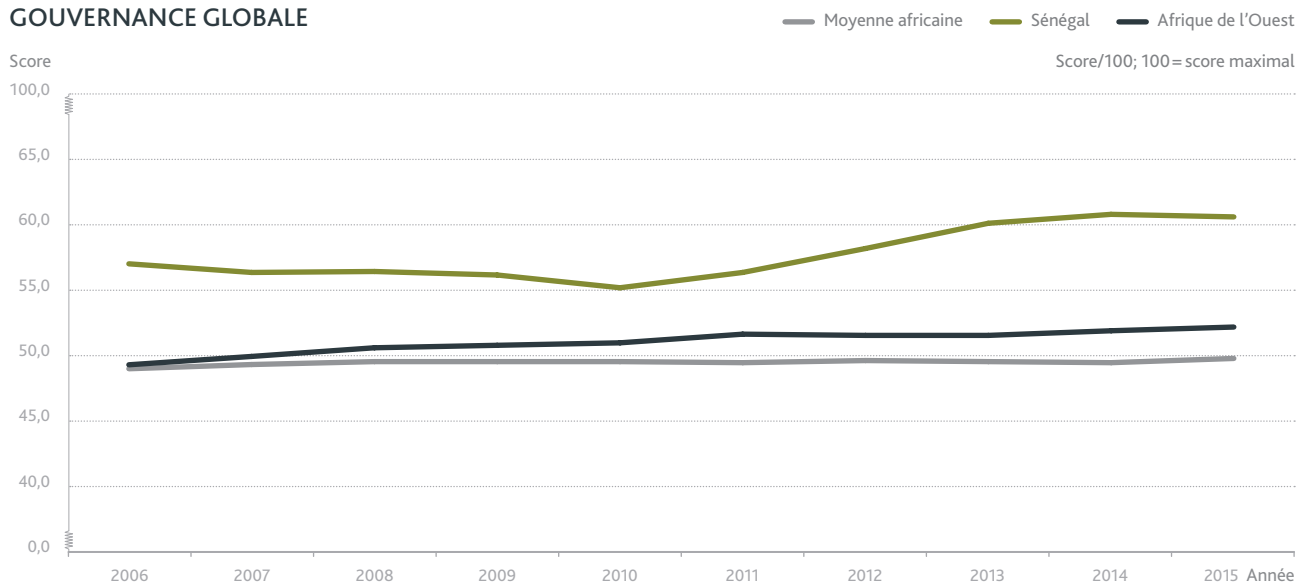
52,4 2^e +3,1 ▲

Le Sénégal se classe en troisième position en matière de *Gouvernance globale* en Afrique de l'Ouest. Il occupe la 3^e place régionale dans les dimensions *Sécurité et État de Droit* et *Participation et Droits de l'Homme*, la 4^e dans la dimension *Développement Humain* et la 2^e en matière de *Développement Économique Durable* (son meilleur classement régional). Le Sénégal affiche des résultats supérieurs à la moyenne régionale en matière de *Gouvernance globale* et dans chacune des quatre catégories de l'Indice.

Les performances du pays depuis dix ans reflètent l'amélioration générale de l'Afrique de l'Ouest en matière de *Gouvernance globale* (+3,1) et pour chacune des quatre catégories. En revanche, le Sénégal va à l'encontre de la *Évolution régionale positive* (+1,2) au niveau de la région en matière de *Parité*, sous-catégorie dans laquelle il régresse (-2,5). Inversement, le pays enregistre la quatrième plus forte progression régionale en matière de *Sécurité individuelle* (+3,3), tandis que l'Afrique de l'Ouest affiche un recul (-2,2) sur la décennie écoulée.

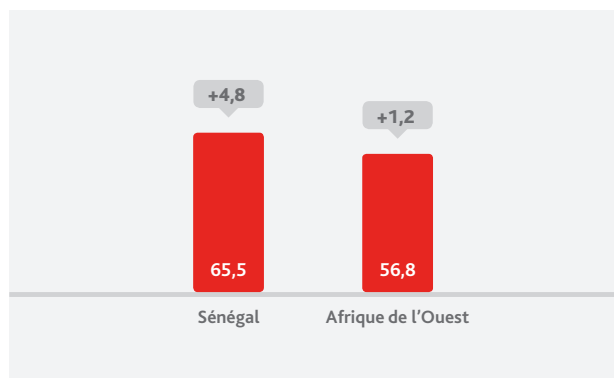
BÉNIN		BURKINA FASO		CABO VERDE		CÔTE D'IVOIRE	
Score	57,5	Score	51,8	Score	73,0	Score	52,3
Rang au sein de la région	4	Rang au sein de la région	6	Rang au sein de la région	1	Rang au sein de la région	5
Évolution 2006-2015	+0,7	Évolution 2006-2015	+1,0	Évolution 2006-2015	+1,9	Évolution 2006-2015	+13,1
GAMBIE		GHANA		GUINÉE		GUINÉE-BISSAU	
Score	46,6	Score	63,9	Score	43,3	Score	41,3
Rang au sein de la région	12	Rang au sein de la région	2	Rang au sein de la région	14	Rang au sein de la région	15
Évolution 2006-2015	-3,9	Évolution 2006-2015	-2,1	Évolution 2006-2015	+1,9	Évolution 2006-2015	+4,0
LIBÉRIA		MALI		NIGER		NIGÉRIA	
Score	50,0	Score	50,6	Score	50,2	Score	46,5
Rang au sein de la région	9	Rang au sein de la région	7	Rang au sein de la région	8	Rang au sein de la région	13
Évolution 2006-2015	+8,7	Évolution 2006-2015	-4,7	Évolution 2006-2015	+5,9	Évolution 2006-2015	+2,5
SÉNÉGAL		SIERRA LEONE		TOGO			
Score	60,8	Score	49,4	Score	48,5		
Rang au sein de la région	3	Rang au sein de la région	10	Rang au sein de la région	11		
Évolution 2006-2015	+3,7	Évolution 2006-2015	+3,8	Évolution 2006-2015	+9,7		

GOVERNANCE GLOBALE

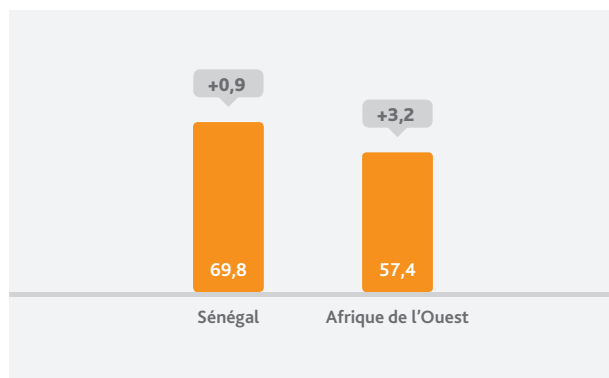


	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Moyenne africaine	49,0	49,4	49,7	49,7	49,7	49,6	49,8	49,7	49,6	50,0
Sénégal	57,1	56,4	56,5	56,2	55,2	56,4	58,3	60,3	61,0	60,8
Afrique de l'Ouest	49,3	50,0	50,7	50,9	51,1	51,8	51,7	51,7	52,1	52,4

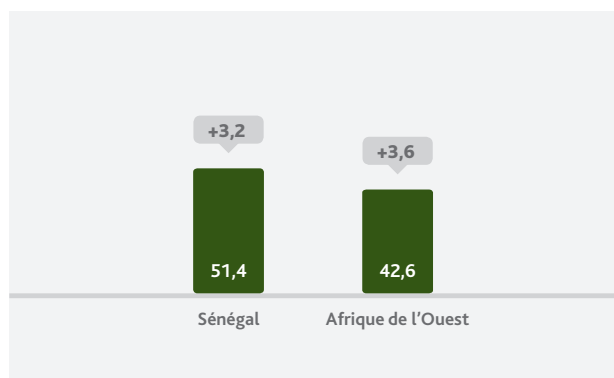
SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT



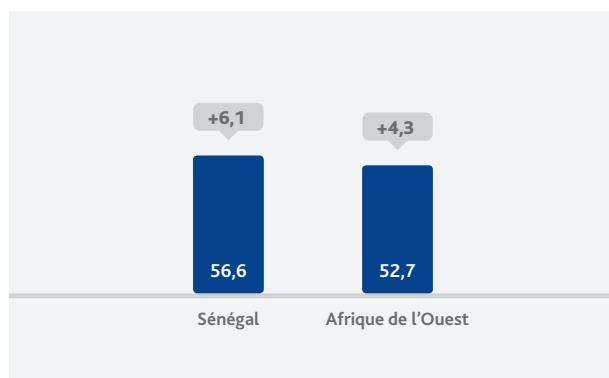
PARTICIPATION ET DROITS DE L'HOMME



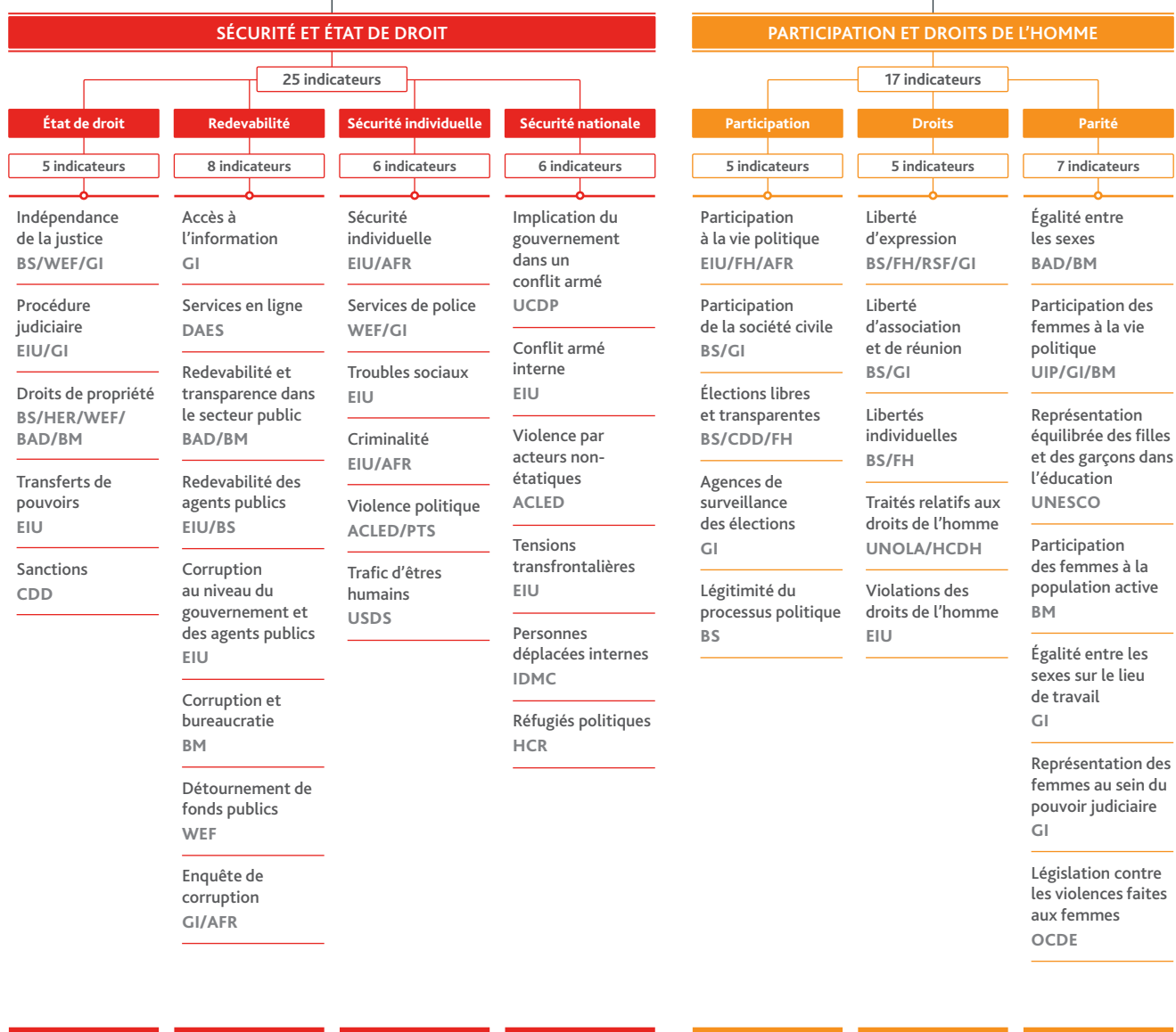
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE



DÉVELOPPEMENT HUMAIN



SCORE GLOBAL | 95 indicateurs

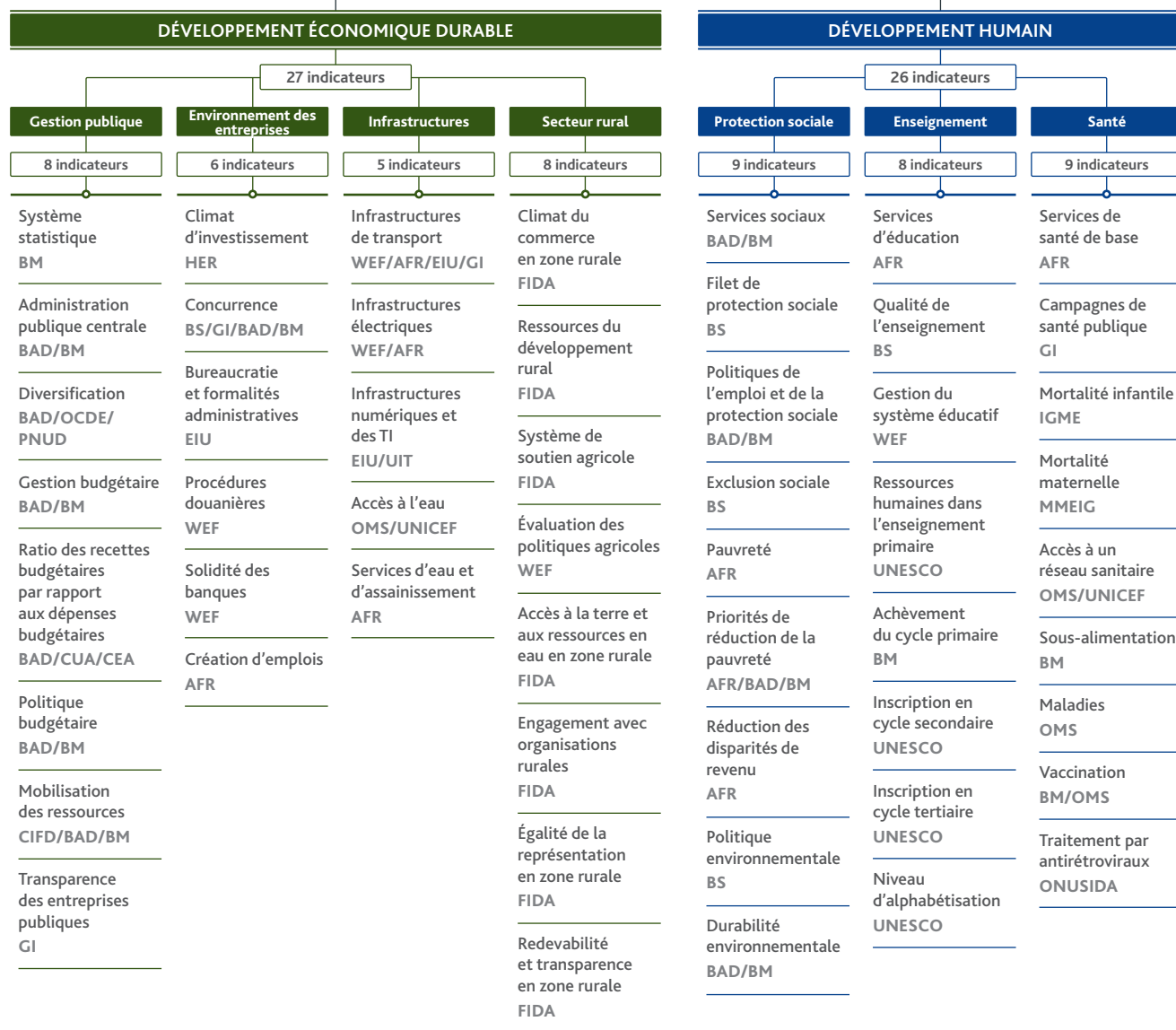


Sources des données

L'Indice 2016 a été calculé à partir de données issues de 34 institutions indépendantes

- Afrobaromètre (AFR)
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)
- Banque africaine de développement (BAD)
- Banque mondiale (BM)
- Bertelsmann Stiftung (BS)
- Bureau des Affaires Juridiques des Nations Unies (UNOLA)
- Centre International pour la Fiscalité et le Développement (CIFD)

- Commission de l'Union africaine (CUA)
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)
- Département d'État des États-Unis – Bureau de surveillance et de lutte contre la traite des personnes (USDS)
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)
- Economist Intelligence Unit (EIU)
- Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)
- Fonds international de développement agricole (FIDA)
- Freedom House (FH)
- Ghana Center for Democratic Development (CDD)



Global Integrity (GI)

Groupe inter-agence de l'Estimation de la Mortalité Infantile (IGME)

Groupe inter-agence de l'Estimation de la Mortalité Maternelle (MMEIG)

Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH)

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC)

L'Office du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Organisation mondiale de la Santé (OMS)

Political Terror Scale (PTS)

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Reporters sans frontières (RSF)

The Heritage Foundation (HER)

Union internationale des télécommunications (UIT)

Union interparlementaire (UIP)

Université d'Uppsala, Département de la paix et du règlement des conflits – Programme de données sur le conflit (UCDP)

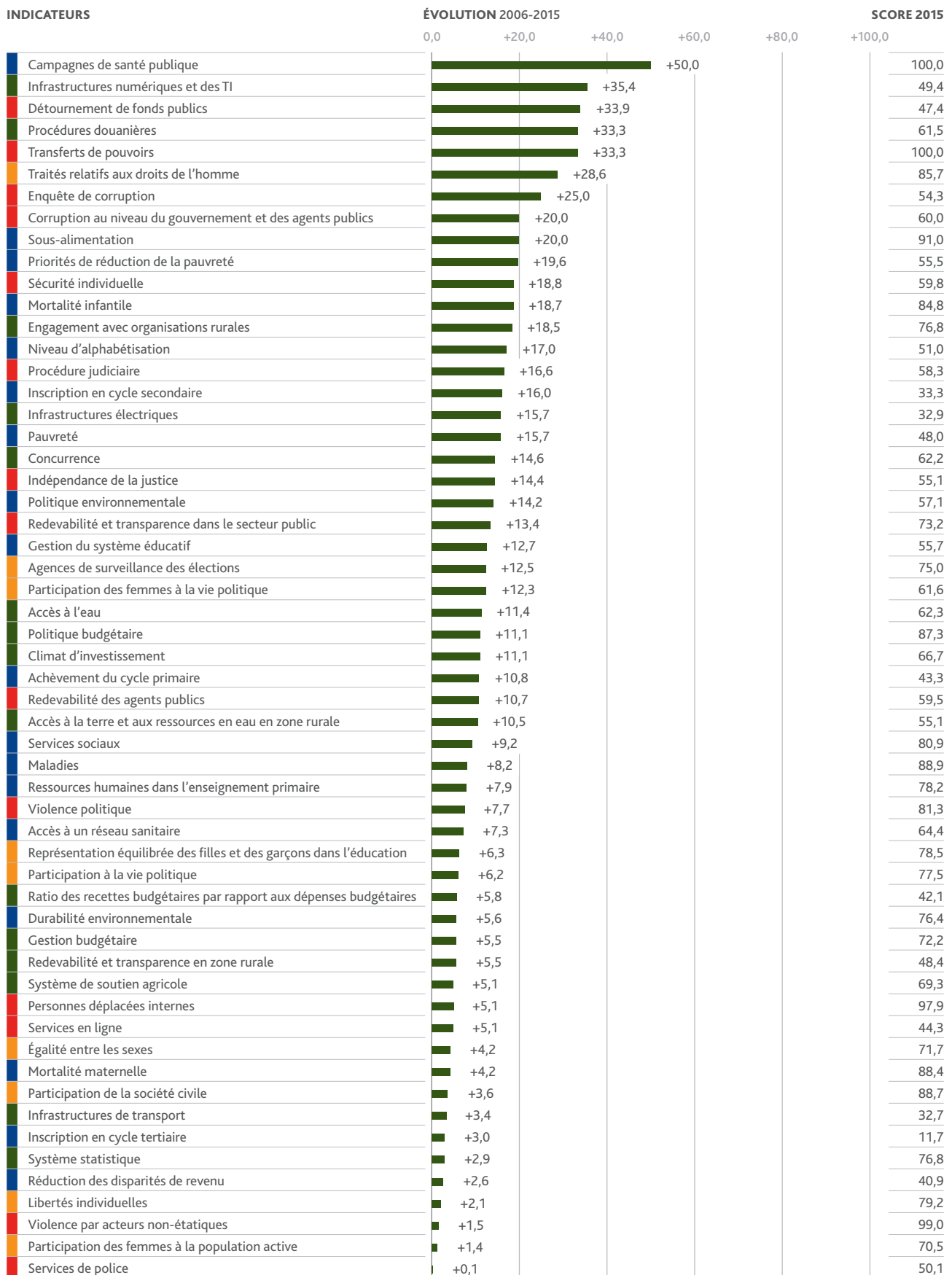
World Economic Forum (WEF)

Indicateurs : Résultats 2015 et évolution 2006-2015

10

Sénégal : résultats 2015 et évolution 2006-2015

■ Amélioration depuis 2006



INDICATEURS	ÉVOLUTION 2006-2015					SCORE 2015
	0,0	+20,0	+40,0	+60,0	+80,0		+100,0
Sanctions	Pas de changement					100,0
Vaccination	Pas de changement					85,2
Administration publique centrale	Pas de changement					79,2
Égalité entre les sexes sur le lieu de travail	Pas de changement					66,7
Corruption et bureaucratie	Pas de changement					57,1
Politiques de l'emploi et de la protection sociale	Pas de changement					56,3
Tensions transfrontalières	Pas de changement					50,0
Conflit armé interne	Pas de changement					50,0
Violations des droits de l'homme	Pas de changement					50,0
Trafic d'êtres humains	Pas de changement					50,0
Troubles sociaux	Pas de changement					50,0
Bureaucratie et formalités administratives	Pas de changement					33,3
Qualité de l'enseignement	Pas de changement					33,3
Exclusion sociale	Pas de changement					14,3

■ Détérioration depuis 2006

INDICATEURS	ÉVOLUTION 2006-2015					SCORE 2015	
	-100,0	-80,0	-60,0	-40,0	-20,0		0,0
Réfugiés politiques						-0,3	96,4
Mobilisation des ressources						-1,0	59,1
Droits de propriété						-1,7	63,8
Filet de protection sociale						-3,9	53,8
Évaluation des politiques agricoles						-4,6	54,2
Liberté d'expression						-4,7	75,8
Climat du commerce en zone rurale						-4,8	61,8
Égalité de la représentation en zone rurale						-5,5	37,5
Liberté d'association et de réunion						-5,5	63,9
Élections libres et transparentes						-6,0	82,9
Criminalité						-6,5	51,7
Diversification						-7,8	24,8
Légitimité du processus politique						-11,1	77,8
Services d'eau et d'assainissement						-12,7	33,9
Création d'emplois						-13,4	35,3
Ressources du développement rural						-15,8	50,0
Législation contre les violences faites aux femmes						-16,7	58,3
Services de santé de base						-20,8	34,7
Implication du gouvernement dans un conflit armé						-22,2	77,8
Transparence des entreprises publiques						-25,0	0,0
Représentation des femmes au sein du pouvoir judiciaire						-25,0	0,0
Services d'éducation						-25,1	23,9
Solidité des banques						-34,0	49,1
Accès à l'information	-58,3						12,5

Aucune évolution décennale (2006-2015) n'est disponible pour cet indicateur *Traitement par antirétroviraux*

Légende

■	Sécurité et État de Droit
■	Participation et Droits de l'Homme
■	Développement Économique Durable
■	Développement Humain

Indicateurs : données 2000-2015

12

Score/100; 100 = score maximal

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2006-2015	
GOUVERNANCE GLOBALE	55,6	56,1	56,8	57,2	57,8	58,0	57,1	56,4	56,5	56,2	55,2	56,4	58,3	60,3	61,0	60,8	+3,7	
SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT	60,1	60,0	61,0	60,9	61,7	62,2	60,7	60,8	62,3	58,6	55,8	58,2	60,8	64,5	67,5	65,5	+4,8	
ÉTAT DE DROIT	63,2	63,2	63,2	63,2	63,2	63,2	62,9	62,6	63,4	61,4	56,4	55,9	62,9	70,6	74,2	75,4	+12,5	
Indépendance de la justice (BS/WEF/GI)	40,7	40,7	40,7	40,7	40,7	40,7	40,7	40,7	41,6	42,5	45,4	42,6	43,6	49,3	55,2	55,1	+14,4	
Procédure judiciaire (EIU/GI)	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	41,7	54,2	58,3	+16,6	
Droits de propriété (BS/HER/WEF/BAD/BM)	66,9	66,9	66,9	66,9	66,9	66,9	65,5	64,1	67,2	64,6	61,6	61,9	62,6	62,1	61,8	63,8	-1,7	
Transferts de pouvoirs (EIU)	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	58,3	33,3	33,3	66,7	100,0	100,0	100,0	+33,3	
Sanctions (CDD)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0	
REDEVABILITÉ	45,3	45,3	45,3	47,1	48,3	48,0	44,8	43,3	43,8	42,1	40,2	44,5	47,5	49,3	55,1	51,1	+6,3	
Accès à l'information (GI)	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	12,5	-58,3	
Services en ligne (DAES)	29,6	29,6	29,6	29,6	41,8	36,6	39,2	41,8	44,4	35,0	25,7	37,8	50,0	47,2	44,3	44,3	+5,1	
Redevabilité et transparence dans le secteur public (BAD/BM)	66,1	66,1	66,1	66,1	66,1	66,1	59,8	66,1	59,8	59,8	59,8	67,0	71,1	71,1	71,1	73,2	+13,4	
Redevabilité des agents publics (EIU/BS)	52,4	52,4	52,4	52,4	52,4	52,4	48,8	45,2	41,7	38,1	38,1	38,1	45,2	52,4	56,0	59,5	+10,7	
Corruption au niveau du gouvernement et des agents publics (EIU)	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	50,0	55,0	40,0	40,0	40,0	40,0	55,0	60,0	+20,0	
Corruption et bureaucratie (BM)	57,1	57,1	57,1	71,4	68,6	71,4	57,1	42,9	42,9	28,6	28,6	42,9	42,9	42,9	42,9	57,1	57,1	0,0
Détournement de fonds publics (WEF)	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5	18,7	23,7	28,5	25,6	21,9	28,1	40,1	47,4	+33,9	
Enquête de corruption (GI/AFR)	33,0	33,0	33,0	33,0	33,0	33,0	29,3	25,7	22,0	26,0	30,0	34,0	38,0	42,0	46,0	54,3	+25,0	
SÉCURITÉ INDIVIDUELLE	54,2	54,2	54,2	54,6	52,9	56,4	53,8	55,3	56,2	49,0	44,3	53,9	50,9	57,8	61,0	57,1	+3,3	
Sécurité individuelle (EIU/AFR)	41,0	41,0	41,0	41,0	41,0	41,0	41,0	53,5	53,5	41,0	41,0	53,5	53,5	53,5	59,8	59,8	+18,8	
Services de police (WEF/GI)	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	56,6	53,2	45,2	43,1	46,8	49,0	50,1	50,1	+0,1	
Troubles sociaux (EIU)	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	43,8	43,8	25,0	50,0	62,5	75,0	75,0	50,0	0,0	
Criminalité (EIU/AFR)	55,2	55,2	55,2	57,4	59,5	61,7	58,2	54,6	53,1	55,9	48,2	46,8	45,3	43,9	51,7	51,7	-6,5	
Violence politique (ACLED/PTS)	79,2	79,2	79,2	79,2	91,9	85,9	73,6	73,8	80,2	75,0	81,3	79,7	72,0	75,1	79,2	81,3	+7,7	
Trafic d'êtres humains (USD)	50,0	50,0	50,0	50,0	25,0	50,0	50,0	50,0	50,0	25,0	25,0	50,0	25,0	50,0	50,0	50,0	0,0	
SÉCURITÉ NATIONALE	77,6	77,4	81,4	78,7	82,4	81,3	81,2	81,9	85,7	81,7	82,4	78,3	82,0	80,3	79,9	78,5	-2,7	
Implication du gouvernement dans un conflit armé (UCDP)	77,8	77,8	100,0	77,8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	77,8	100,0	88,9	88,9	77,8	-22,2	
Conflit armé interne (EIU)	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	75,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	0,0	
Violence par acteurs non-étatiques (ACLED)	91,5	90,1	92,0	97,0	97,2	97,3	97,5	97,0	96,5	97,0	100,0	98,0	98,5	98,5	96,5	99,0	+1,5	
Tensions transfrontalières (EIU)	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	0,0	
Personnes déplacées internes (IDMC)	98,9	98,9	99,3	99,4	99,4	92,6	92,8	98,0	95,8	96,7	97,5	97,6	97,2	97,8	97,9	97,9	+5,1	
Réfugiés politiques (HCR)	97,1	97,9	97,1	98,0	98,1	98,0	96,7	96,6	96,7	96,7	96,8	96,6	96,5	96,5	96,0	96,4	-0,3	
PARTICIPATION ET DROITS DE L'HOMME	68,3	68,2	69,0	69,5	69,7	69,4	68,9	67,2	66,3	65,2	65,4	65,7	68,8	70,8	69,7	69,8	+0,9	
PARTICIPATION	79,1	79,1	79,1	79,1	79,1	79,1	79,3	75,4	72,8	71,3	70,9	70,7	76,0	77,9	75,4	80,4	+1,1	
Participation à la vie politique (EIU/FH/AFR)	69,2	69,2	69,2	69,2	69,2	69,2	71,3	69,2	67,1	70,7	72,2	74,8	77,2	77,6	77,5	77,5	+6,2	
Participation de la société civile (BS/GI)	81,5	81,5	81,5	81,5	81,5	81,5	85,1	88,7	85,1	81,5	78,0	74,4	81,5	88,7	88,7	88,7	+3,6	
Élections libres et transparentes (BS/CDD/FH)	93,5	93,5	93,5	93,5	93,5	93,5	88,9	67,6	65,7	63,9	63,9	63,9	81,0	82,9	82,9	82,9	-6,0	
Agences de surveillance des élections (GI)	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	50,0	75,0	+12,5	
Légitimité du processus politique (BS)	88,9	88,9	88,9	88,9	88,9	88,9	88,9	88,9	83,3	77,8	77,8	77,8	77,8	77,8	77,8	77,8	-11,1	
DROITS	68,7	67,4	69,2	70,2	70,2	68,8	66,8	64,8	64,4	62,9	64,4	65,5	67,2	71,5	71,8	70,9	+4,1	
Liberté d'expression (BS/FH/RSF/GI)	87,1	85,5	85,8	86,2	86,2	83,9	80,5	76,8	75,5	74,3	76,6	77,7	80,0	82,5	80,7	75,8	-4,7	
Liberté d'association et de réunion (BS/GI)	69,4	69,4	69,4	69,4	69,4	69,4	69,4	69,4	66,7	63,9	63,9	63,9	66,7	69,4	72,9	63,9	-5,5	
Libertés individuelles (BS/FH)	75,0	75,0	83,3	83,3	83,3	83,3	77,1	70,8	67,7	64,6	64,6	64,6	67,7	79,2	79,2	79,2	+2,1	
Traités relatifs aux droits de l'homme (UNOLA/HCDH)	61,9	57,1	57,1	61,9	61,9	57,1	57,1	57,1	61,9	61,9	66,7	71,4	71,4	76,2	76,2	85,7	+28,6	
Violations des droits de l'homme (EIU)	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	0,0	
PARITÉ	56,9	57,9	58,7	59,1	59,9	60,2	60,7	61,4	61,8	61,4	60,8	60,9	63,2	63,0	61,8	58,2	-2,5	
Égalité entre les sexes (BAD/BM)	67,5	67,5	67,5	67,5	67,5	67,5	67,5	67,5	67,5	67,5	67,5	67,5	69,6	73,8	73,8	71,7	+4,2	
Participation des femmes à la vie politique (UIP/GI/BM)	44,1	47,8	49,7	49,7	49,7	49,7	49,3	51,1	50,6	50,0	48,8	51,7	70,2	68,6	59,8	61,6	+12,3	
Représentation équilibrée des filles et des garçons dans l'éducation (UNESCO)	52,6	55,8	58,9	61,6	66,6	69,2	72,2	75,3	78,5	78,5	78,5	78,5	78,5	78,5	78,5	78,5	+6,3	
Participation des femmes à la population active (BM)	67,6	67,9	68,4	68,4	68,5	68,7	69,1	69,2	69,3	69,7	70,0	70,1	70,2	70,4	70,5	70,5	+1,4	
Égalité entre les sexes sur le lieu de travail (GI)	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	0,0	
Représentation des femmes au sein du pouvoir judiciaire (GI)	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	0,0	-25,0	
Législation contre les violences faites aux femmes (OCDE)	75,0	75,0	75,0	75,0	75,0	75,0	75,0	75,0	75,0	72,2	69,4	66,7	62,5	58,3	58,3	58,3	-16,7	
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE	48,4	47,8	48,2	48,6	48,8	48,2	48,2	48,3	48,7	51,3	50,5	50,1	51,6	53,4	50,8	51,4	+3,2	
GESTION PUBLIQUE	57,0	54,3	55,6	56,0	55,8	53,7	56,2	58,4	50,8	51,7	53,5	53,4	53,6	58,0	54,7	55,2	-1,0	
Système statistique (BM)	81,2	81,2	81,2	81,2	81,2	78,3	73,9	79,7	72,5	69,6	73,9	65,2	60,9	71,0	73,9	76,8	+2,9	
Administration publique centrale (BAD/BM)	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	79,2	79,2	79,2	79,2	79,2	79,2	79,2	83,9	79,2	79,2	0,0	
Diversification (BAD/OCDE/PNUD)	24,4	16,3	18,7	25,7	28,3	14,5	32,6	34,9	13,5	17,5	13,1	16,2	17,2	23,2	24,8	24,8	-7,8	

Score/100; 100 = score maximal

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2006- 2015
Gestion budgétaire (BAD/BM)	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	66,7	52,8	52,8	66,7	66,7	68,1	83,3	72,2	72,2	+5,5
Ratio des recettes budgétaires par rapport aux dépenses budgétaires (BAD/CUA/CEA)	60,9	47,5	54,5	50,8	46,8	45,1	36,3	44,0	40,1	39,4	39,2	35,3	38,2	38,9	41,4	42,1	+5,8
Politique budgétaire (BAD/BM)	76,2	76,2	76,2	76,2	76,2	76,2	76,2	81,7	69,0	76,2	76,2	81,7	81,7	87,3	87,3	87,3	+11,1
Mobilisation des ressources (CIFD/BAD/BM)	54,9	54,9	55,5	55,6	56,0	56,9	60,1	56,1	54,5	54,3	54,9	58,1	58,3	51,7	59,1	59,1	-1,0
Transparence des entreprises publiques (GI)	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	0,0	0,0	-25,0
ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES	50,3	50,3	50,3	51,1	51,9	52,7	49,4	47,3	50,7	52,6	49,9	49,5	52,7	52,9	51,1	51,3	+1,9
Climat d'investissement (HER)	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	44,4	38,9	50,0	50,0	61,1	66,7	66,7	66,7	+11,1
Concurrence (BS/GI/BAD/BM)	49,7	49,7	49,7	49,7	49,7	49,7	47,6	52,5	54,6	52,5	52,5	52,5	51,8	51,8	53,2	62,2	+14,6
Bureaucratie et formalités administratives (EIU)	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	58,3	58,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	0,0
Procédures douanières (WEF)	28,2	28,2	28,2	28,2	28,2	28,2	28,2	28,2	44,7	69,1	76,9	75,3	78,0	77,4	65,9	61,5	+33,3
Solidité des banques (WEF)	83,1	83,1	83,1	83,1	83,1	83,1	83,1	83,1	87,9	80,3	68,1	64,9	68,7	63,2	52,2	49,1	-34,0
Création d'emplois (AFR)	52,2	52,2	52,2	56,8	61,4	66,0	48,7	31,3	14,0	16,2	18,5	20,8	23,0	25,3	35,3	35,3	-13,4
INFRASTRUCTURES	29,3	29,5	29,9	30,2	30,6	31,0	31,6	32,0	36,0	38,6	37,9	37,1	38,3	40,8	41,4	42,3	+10,7
Infrastructures de transport (WEF/AFR/EIU/GI)	29,3	29,3	29,3	29,3	29,3	29,3	29,3	29,3	32,4	34,1	34,6	34,9	36,0	38,3	34,3	32,7	+3,4
Infrastructures électriques (WEF/AFR)	17,2	17,2	17,2	17,2	17,2	17,2	17,2	17,2	25,7	29,3	23,5	17,4	18,5	23,8	31,6	32,9	+15,7
Infrastructures numériques et des TI (EIU/UIT)	9,8	9,8	10,1	10,6	11,2	12,2	14,0	14,9	22,0	29,8	31,5	33,3	36,8	41,9	46,0	49,4	+35,4
Accès à l'eau (OMS/UNICEF)	43,5	44,7	46,0	47,2	48,4	49,7	50,9	52,2	53,4	54,7	55,9	57,2	58,5	59,7	61,0	62,3	+11,4
Services d'eau et d'assainissement (AFR)	46,6	46,6	46,6	46,6	46,6	46,6	46,6	46,6	46,6	45,4	44,2	42,9	41,7	40,5	33,9	33,9	-12,7
SECTEUR RURAL	57,0	57,0	57,0	57,0	57,0	55,5	55,5	55,3	57,3	62,2	60,5	60,4	61,8	61,6	56,1	56,6	+1,1
Climat du commerce en zone rurale (FIDA)	55,3	55,3	55,3	55,3	55,3	66,6	66,6	54,4	55,4	73,2	73,2	73,2	73,2	73,2	61,8	61,8	-4,8
Ressources du développement rural (FIDA)	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	65,8	65,8	58,3	57,8	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	50,0	50,0	-15,8
Système de soutien agricole (FIDA)	65,1	65,1	65,1	65,1	65,1	64,2	64,2	61,7	65,1	69,3	69,3	69,8	69,3	69,3	69,3	69,3	+5,1
Évaluation des politiques agricoles (WEF)	58,8	58,8	58,8	58,8	58,8	58,8	58,8	58,8	62,8	54,2	46,1	45,5	56,5	54,9	49,5	54,2	-4,6
Accès à la terre et aux ressources en eau en zone rurale (FIDA)	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	44,6	44,6	55,8	53,7	56,7	56,7	56,7	56,7	56,7	55,1	55,1	+10,5
Engagement avec organisations rurales (FIDA)	72,4	72,4	72,4	72,4	72,4	58,3	58,3	55,3	66,9	75,1	69,8	69,1	69,8	69,8	76,8	76,8	+18,5
Égalité de la représentation en zone rurale (FIDA)	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	43,0	43,0	56,3	37,5	58,3	58,3	58,3	58,3	58,3	37,5	37,5	-5,5
Redevabilité et transparence en zone rurale (FIDA)	54,5	54,5	54,5	54,5	54,5	42,9	42,9	41,6	59,1	48,4	48,4	48,4	48,4	48,4	48,4	48,4	+5,5
DÉVELOPPEMENT HUMAIN	45,7	48,3	49,1	50,0	50,9	52,4	50,5	49,2	48,6	49,9	49,3	51,8	51,9	52,5	56,1	56,6	+6,1
PROTECTION SOCIALE	51,9	51,9	51,9	51,8	51,8	51,1	46,7	43,0	40,3	41,6	43,8	47,4	48,5	49,5	53,7	53,7	+7,0
Services sociaux (BAD/BM)	71,7	71,7	71,7	71,7	71,7	71,7	71,7	71,7	71,7	71,7	71,7	78,9	80,9	80,9	80,9	80,9	+9,2
Filet de protection sociale (BS)	69,2	69,2	69,2	69,2	69,2	69,2	57,7	46,2	46,2	46,2	50,0	53,8	53,8	53,8	53,8	53,8	-3,9
Politiques de l'emploi et de la protection sociale (BAD/BM)	61,9	61,9	61,9	61,9	61,9	56,3	56,3	56,3	56,3	56,3	56,3	56,3	55,2	55,2	56,3	56,3	0,0
Exclusion sociale (BS)	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	0,0
Pauvreté (AFR)	42,2	42,2	42,2	41,5	40,9	40,2	32,3	24,4	16,5	18,9	21,4	23,8	26,2	28,7	48,0	48,0	+15,7
Priorités de réduction de la pauvreté (AFR/BAD/BM)	39,0	39,0	39,0	39,0	39,0	39,0	35,9	39,0	39,0	43,8	45,5	47,2	49,9	51,5	55,5	55,5	+19,6
Réduction des disparités de revenu (AFR)	55,0	55,0	55,0	55,0	55,0	55,0	38,3	21,5	4,8	9,3	13,9	18,4	23,0	27,5	40,9	40,9	+2,6
Politique environnementale (BS)	42,9	42,9	42,9	42,9	42,9	42,9	42,9	42,9	42,9	50,0	57,1	57,1	57,1	57,1	57,1	57,1	+14,2
Durabilité environnementale (BAD/BM)	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	76,4	76,4	76,4	76,4	76,4	+5,6
ENSEIGNEMENT	32,4	33,0	33,8	34,8	35,9	37,5	36,0	35,8	37,1	38,7	38,9	41,3	40,1	39,5	40,3	41,3	+5,3
Services d'éducation (AFR)	56,4	56,4	56,4	59,0	61,6	64,2	49,0	33,9	18,7	21,4	24,1	26,8	29,5	32,2	23,9	23,9	-25,1
Qualité de l'enseignement (BS)	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	0,0
Gestion du système éducatif (WEF)	43,0	43,0	43,0	43,0	43,0	43,0	43,0	43,0	55,6	56,5	51,7	57,9	50,9	49,0	55,9	55,7	+12,7
Ressources humaines dans l'enseignement primaire (UNESCO)	56,2	56,3	58,5	61,7	65,0	66,7	70,3	75,2	72,7	74,7	75,9	76,7	78,1	78,2	78,2	78,2	+7,9
Accès au cycle primaire (BM)	22,6	26,9	29,5	29,7	30,7	35,5	32,5	34,0	41,0	41,5	40,7	43,9	42,9	43,1	43,3	43,3	+10,8
Inscription en cycle secondaire (UNESCO)	9,6	9,8	11,1	12,4	13,7	15,6	17,3	20,2	23,2	26,1	28,9	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	+16,0
Inscription en cycle tertiaire (UNESCO)	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	8,5	8,7	9,7	12,2	12,3	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	+3,0
Niveau d'alphabétisation (UNESCO)	30,8	30,8	30,8	31,6	32,4	33,2	34,0	37,2	40,4	43,6	45,1	46,5	40,8	35,1	43,0	51,0	+17,0
SANTÉ	52,9	60,1	61,7	63,4	65,2	68,5	68,7	68,8	68,5	69,5	65,3	66,7	67,1	68,6	74,2	74,9	+6,2
Services de santé de base (AFR)	62,1	62,1	62,1	63,7	65,3	66,9	55,5	44,1	32,8	33,7	34,7	35,6	36,6	37,5	34,7	34,7	-20,8
Campagnes de santé publique (GI)	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	100,0	100,0	100,0	+50,0
Mortalité infantile (IGME)	45,4	48,3	51,8	55,4	59,2	62,8	66,1	69,2	71,9	74,5	76,9	79,0	80,9	82,4	83,7	84,8	+18,7
Mortalité maternelle (MMEIG)	81,8	82,1	82,4	82,8	83,5	84,1	84,2	84,7	85,2	85,7	86,1	86,5	87,0	87,7	88,1	88,4	+4,2
Accès à un réseau sanitaire (OMS/UNICEF)	52,2	53,0	53,8	54,6	55,4	56,3	57,1	57,9	58,7	59,5	60,3	61,1	62,0	62,8	63,6	64,4	+7,3
Sous-alimentation (BM)	56,1	58,3	59,7	61,5	64,6	67,8	71,0	75,0	79,1	82,7	84,5	85,8	86,9	88,7	89,9	91,0	+20,0
Maladies (OMS)	81,8	80,4	82,6	80,4	81,1	81,0	80,7	79,5	86,6	87,7	88,3	88,8	88,0	87,3	88,9	88,9	+8,2
Vaccination (BM/OMS)	46,3	46,3	51,5	58,5	62,1	79,1	85,2	90,4	83,2	82,6	85,6	88,9	87,8	88,9	85,2	85,2	0,0
Traitement par antirétroviraux (ONUSIDA)	0,0	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	21,7	24,1	25,0	32,1	36,9

Sécurité et État de Droit		
État de droit		
1	<i>Indépendance de la justice</i>	Degré d'indépendance du pouvoir judiciaire face aux pressions extérieures ; degré d'autonomie et d'indépendance des juges pour interpréter et passer en revue les lois, législations et politiques existantes ; intégrité des procédures de nomination et de renvoi des juges nationaux. Il est constitué de trois sous-indicateurs.
2	<i>Procédure judiciaire</i>	Degré d'indépendance judiciaire, et existence d'un raisonnement judiciaire réglementaire. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
3	<i>Droits de propriété</i>	Degré de protection et de mise en application des droits fonciers et des droits contractuels par le gouvernement. Il est constitué de quatre sous-indicateurs.
4	<i>Transferts de pouvoirs</i>	Existence, transparence et mise en œuvre de mécanismes constitutionnels pour le transfert de pouvoirs d'une administration à la suivante.
5	<i>Sanctions</i>	Sanctions imposées par les Nations Unies (ONU) et/ou l'Union africaine (UA) à l'encontre d'un État et/ou des acteurs non gouvernementaux.
Redevabilité		
1	<i>Accès à l'information</i>	Niveau d'accessibilité des dossiers publics et législatifs. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
2	<i>Services en ligne</i>	Degré d'utilisation des NTIC par le gouvernement pour la prestation de services publics.
3	<i>Redevabilité et transparence dans le secteur public</i>	Niveau de redevabilité du pouvoir exécutif et des agents publics auprès des citoyens et des pouvoirs législatif et judiciaire. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
4	<i>Redevabilité des agents publics</i>	Redevabilité des agents publics y compris existence de recours possibles en case d'abus de pouvoir. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
5	<i>Corruption au niveau du gouvernement et des agents publics</i>	Niveau de « copinage » et de corruption dans le secteur public.
6	<i>Corruption et bureaucratie</i>	Degré d'intrusion de la bureaucratie, volume de formalités administratives susceptibles d'être rencontrées et probabilité d'être confronté à la corruption parmi les agents publics.
7	<i>Détournement de fonds publics</i>	Prévalence des détournements de fonds publics associés à la corruption en faveur d'entreprises, d'individus ou de groupes.
8	<i>Enquête de corruption</i>	Capacité d'un organe indépendant d'enquêter suite à des allégations de corruption dans le secteur public, et niveau de satisfaction du public relatif à la performance gouvernementale en matière de lutte contre la corruption au sein du gouvernement. Il est constitué de trois sous-indicateurs.
Sécurité individuelle		
1	<i>Sécurité individuelle</i>	Niveau de criminalité et niveau de sentiment de sécurité du public dans le quartier. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
2	<i>Services de police</i>	Fiabilité de la police et niveau d'enquête sur les allégations de fautes professionnelles et d'abus de pouvoir de la police. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
3	<i>Troubles sociaux</i>	Prévalence de troubles sociaux violents.
4	<i>Criminalité</i>	Prévalence d'une criminalité violente ; perception de la criminalité violente ; niveau de satisfaction du public relatif à la performance gouvernementale en matière de réduction de la criminalité. Il est constitué de trois sous-indicateurs.
5	<i>Violence politique</i>	Niveau de violence et de violations des droits à l'intégrité physique perpétrées contre la population civile par l'État. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
6	<i>Trafic d'êtres humains</i>	Nature et ampleur du trafic d'êtres humains et mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics pour le combattre et l'éliminer.
Sécurité nationale		
1	<i>Implication du gouvernement dans un conflit armé</i>	Degré d'implication, directe ou indirecte, d'un État dans un conflit armé responsable d'un minimum de 25 décès annuels au combat.

2	<i>Conflit armé interne</i>	Niveau de conflit armé interne et/ou guerre civile, ou probabilité de développement d'un conflit dans le futur proche.
3	<i>Violence par acteurs non-étatiques</i>	Degré de violence perpétrée contre la population civile par groupes rebelles, milices politiques et milices identitaires.
4	<i>Tensions transfrontalières</i>	Niveau de menaces potentielles pour la stabilité économique et politique liées à des différends ou à des conflits internationaux.
5	<i>Personnes déplacées internes</i>	Nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en raison de violences, de conflits ou de violations des droits de l'homme.
6	<i>Réfugiés politiques</i>	Nombre de personnes fuyant leur pays par crainte de persécutions ou du fait d'un conflit.

Participation et Droits de l'Homme

Participation

1	<i>Participation à la vie politique</i>	Liberté des citoyens de participer au processus politique, d'adhérer à une organisation politique et d'exercer leur droit de vote en l'absence de toute pression. Il est constitué de trois sous-indicateurs.
2	<i>Participation de la société civile</i>	Niveau d'association de la société civile au processus politique par les dirigeants politiques ; liberté d'organisation accordée par le gouvernement aux ONG ; et degré de persécution et de harcèlement du personnel des ONG. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
3	<i>Élections libres et transparentes</i>	Degré de liberté et de transparence des élections exécutives et législatives y compris degré de transparence des lois électorales et du cadre du scrutin. Il est constitué de trois sous-indicateurs.
4	<i>Agences de surveillance des élections</i>	Degré d'indépendance de(s) (l') agence(s) mandatée(s) pour organiser et surveiller les élections nationales et leur capacité de communiquer des rapports consultables par le public avant et après les élections. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
5	<i>Légitimité du processus politique</i>	Capacité effective des dirigeants démocratiquement élus à gouverner, ou existence de droits de veto ou d'enclaves politiques.

Droits

1	<i>Liberté d'expression</i>	Capacité des citoyens et des organisations d'exprimer librement leur opinion ; degré de liberté de la presse écrite, de la radiodiffusion et d'Internet ; existence d'une autocensure de la part des médias et des citoyens. Il est constitué de quatre sous-indicateurs
2	<i>Liberté d'association et de réunion</i>	Capacité des citoyens de s'associer librement en public, de rejoindre un groupe politique ou civique et capacité des travailleurs de former des syndicats. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
3	<i>Libertés individuelles</i>	Étendue des libertés individuelles des citoyens et capacité des citoyens à demander réparation en cas de violation de ces droits. Cet indicateur est constitué de deux sous-indicateurs.
4	<i>Traités relatifs aux droits de l'homme</i>	Ratification des neuf conventions internationales fondamentales relatives aux droits de l'homme et des deux protocoles facultatifs relatifs aux droits de l'enfant, et dépôt des rapports de mise en œuvre auprès des organes de traités compétents au cours des dix dernières années.
5	<i>Violations des droits de l'homme</i>	Probabilité qu'un État soit accusé de violations graves des droits de l'homme.

Parité

1	<i>Égalité entre les sexes</i>	Capacité du gouvernement à promouvoir l'égalité d'accès des femmes et des hommes aux opportunités de développement humain et aux ressources économiques et de production, et à accorder aux femmes et aux hommes une égalité de statut et de protection devant la loi. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
2	<i>Participation des femmes à la vie politique</i>	Degré de représentation des femmes dans les pouvoirs législatif et exécutif. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
3	<i>Représentation équilibrée des filles et des garçons dans l'éducation</i>	Ratio filles/garçons dans les cycles primaire et secondaire de l'enseignement public et privé.
4	<i>Participation des femmes à la population active</i>	Population féminine, de 15 ans et plus, économiquement active.

Indicateurs : définitions et sources

16

5	<i>Égalité entre les sexes sur le lieu de travail</i>	Degré d'égalité des salaires et avantages entre hommes et femmes pour une même fonction, et d'égalité des chances (embauche, promotion) entre les hommes et les femmes. Degré de non-discrimination pour cause de grossesse.
6	<i>Représentation des femmes au sein du pouvoir judiciaire</i>	Niveau de participation des femmes à la plus haute instance judiciaire égale ou supérieur à un tiers.
7	<i>Législation contre les violences faites aux femmes</i>	Existence d'une protection juridique des femmes contre la violence conjugale, le viol et le harcèlement sexuel.

Développement Économique Durable

Gestion publique

1	<i>Système statistique</i>	Robustesse des systèmes statistiques nationaux en termes de méthodologie, de sources de données, de périodicité et d'actualisation.
2	<i>Administration publique centrale</i>	Efficacité de l'administration publique centrale pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, la prestation de services, et la gestion des ressources humaines. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
3	<i>Diversification</i>	Niveau de diversification des exportations.
4	<i>Gestion budgétaire</i>	Niveau de consolidation et de crédibilité du budget de l'État et existence de mécanismes efficaces de gestion budgétaire et de suivi des recettes budgétaires. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
5	<i>Ratio des recettes budgétaires par rapport aux dépenses budgétaires</i>	Recettes budgétaires totales rapportées aux dépenses budgétaires totales.
6	<i>Politique budgétaire</i>	Qualité et soutenabilité de la politique budgétaire. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
7	<i>Mobilisation des ressources</i>	Fonctionnement général de la mobilisation des ressources internes. Il est constitué de trois sous-indicateurs.
8	<i>Transparence des entreprises publiques</i>	Capacité des media, auditeurs et citoyens de consulter les pièces comptables des entreprises publiques, en ligne ou en format papier, rapidement et sans frais excessifs.

Environnement des entreprises

1	<i>Climat d'investissement</i>	Niveau de liberté économique, en fonction des contraintes pesant sur les investissements.
2	<i>Concurrence</i>	Environnement réglementaire des entreprises, niveau de concurrence du marché et qualité de la procédure d'appels d'offres. Il est constitué de quatre sous-indicateurs.
3	<i>Bureaucratie et formalités administratives</i>	Volume de formalités administratives, délais administratifs et complexité d'obtention des autorisations et documents nécessaires à la création d'une entreprise.
4	<i>Procédures douanières</i>	Degré d'efficacité des régimes douaniers sur l'entrée et la sortie des marchandises.
5	<i>Solidité des banques</i>	Niveau de solidité des banques (peut aller de « devant être recapitalisée » à « globalement saine et disposant d'un bilan solide »).
6	<i>Création d'emplois</i>	Niveau de satisfaction du public relatif à la performance gouvernementale en matière de création d'emplois.

Infrastructures

1	<i>Infrastructures de transport</i>	Niveau de satisfaction du public relatif à la performance gouvernementale en matière d'entretien des ponts et voies publiques; qualité du réseau routier ; risque d'inadéquation du réseau ferré aux besoins du secteur privé ; qualité des infrastructures et sécurité des transports aériens. Il est constitué de quatre sous-indicateurs.
2	<i>Infrastructures électriques</i>	Qualité du réseau électrique et niveau de satisfaction du public relatif à la performance gouvernementale en matière de fiabilité du réseau électrique. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
3	<i>Infrastructures numériques et des TI</i>	Risque d'inadéquation des infrastructures des TI aux besoins des entreprises; abonnements aux services de téléphonie mobile; foyers équipés d'un ordinateur; abonnements à l'Internet. Il est constitué de quatre sous-indicateurs.

4	Accès à l'eau	Pourcentage de la population ayant accès à l'eau courante et à l'eau potable améliorée. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
5	Services d'eau et d'assainissement	Niveau de satisfaction du public relatif à la performance gouvernementale en matière d'approvisionnement des services d'eau et d'assainissement.

Secteur rural

1	Climat du commerce en zone rurale	Niveau de soutien du système politique et institutionnel à l'émergence et au développement du secteur privé et services financiers pour le commerce en zone rurale. Il est constitué de trois sous-indicateurs.
2	Ressources du développement rural	Politiques publiques, stratégies et programmes d'investissement dédiés au Secteur rural et rural, et efficacité, cohérence et transparence avec lesquelles les ressources publiques sont affectées, gérées et justifiées.
3	Système de soutien agricole	Accessibilité de la recherche agronomique aux paysans à faible revenu, y compris les femmes, et adaptation de cette recherche aux besoins et aux priorités du monde paysan.
4	Évaluation des politiques agricoles	Nature des politiques agricoles (de « excessivement défavorable à l'économie » à « permet de concilier les intérêts des contribuables, des consommateurs et des producteurs »).
5	Accès à la terre et aux ressources en eau en zone rurale	Capacité d'accès sécurisé au foncier des populations rurales à faible revenu et capacité de disposer d'un accès équitable aux ressources en eau pour l'agriculture. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
6	Engagement avec organisations rurales	Capacité des populations rurales à faible revenu de s'organiser collectivement et de dialoguer avec le gouvernement. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
7	Égalité de la représentation en zone rurale	Niveau de promotion de la parité au niveau des prises de décisions locales par les lois, politiques, institutions et coutumes.
8	Redevabilité et transparence en zone rurale	Redevabilité au niveau local des pouvoirs exécutifs, y compris des agents publics et des représentants élus, vis-à-vis des populations rurales à faible revenu, concernant l'emploi des fonds publics et le résultat des politiques publiques.

Développement Humain

Protection sociale

1	Services sociaux	Politiques publiques et prestations de services visant à améliorer l'accès et la qualité de biens en matière d'éducation et de santé. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
2	Filet de protection sociale	Degré de respect de l'égalité des chances dans la société et existence de filets de protection sociale compensant la pauvreté et les autres risques comme la vieillesse, la maladie, le chômage ou le handicap.
3	Politiques de l'emploi et de la protection sociale	Efficacité de la protection sociale et des politiques de l'emploi. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
4	Exclusion sociale	Degré d'exclusion d'une proportion significative de la population du fait de la pauvreté et d'inégalités diverses (en prenant en compte des facteurs tels que les inégalités de revenu et d'éducation et l'exclusion fondée sur le genre, la religion ou l'appartenance ethnique).
5	Pauvreté	Qualité des conditions de vie du public ; et niveau de privation du public de nourriture, d'eau salubre pour les besoins du foyer et de combustible de cuisson pour la préparation des aliments au cours de l'année passée. Il est constitué de quatre sous-indicateurs.
6	Priorités de réduction de la pauvreté	Niveau de satisfaction du public relatif à la performance gouvernementale en matière d'amélioration du niveau de vie des personnes pauvres ; impact du programme de dépenses publiques et de recettes fiscales sur les populations à faible revenu ainsi que niveau de cohérence de celui-ci avec les priorités nationales de réduction de la pauvreté. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
7	Réduction des disparités de revenu	Niveau de satisfaction du public relatif à la performance gouvernementale en matière de réduction des disparités de revenu.
8	Politique environnementale	Niveau de prise en compte effective des contraintes environnementales dans l'élaboration des politiques macro et microéconomiques.
9	Durabilité environnementale	Capacité des politiques environnementales à promouvoir la protection et l'utilisation durable des ressources naturelles et la gestion de la pollution. Il est constitué de deux sous-indicateurs.

Enseignement		
1	<i>Services d'éducation</i>	Niveau de satisfaction du public relatif à la performance gouvernementale en matière de réponse aux besoins éducatifs.
2	<i>Qualité de l'enseignement</i>	Mise en place d'institutions solides pour l'éducation primaire, secondaire et tertiaire, ainsi que pour la recherche et le développement.
3	<i>Gestion du système éducatif</i>	Capacité du système éducatif à répondre aux besoins d'une économie concurrentielle.
4	<i>Ressources humaines dans l'enseignement primaire</i>	Nombre d'élèves par enseignant en cycle primaire.
5	<i>Achèvement du cycle primaire</i>	Nombre d'élèves ayant achevé la dernière année du cycle primaire par rapport au nombre total d'enfants ayant atteint l'âge officiel de la dernière année de primaire.
6	<i>Inscription en cycle secondaire</i>	Nombre d'élèves inscrits en cycle secondaire, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population du groupe d'âge relevant du cycle secondaire.
7	<i>Inscription en cycle tertiaire</i>	Nombre d'élèves inscrits en cycle tertiaire, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population du groupe d'âge relevant du cycle tertiaire.
8	<i>Niveau d'alphabétisation</i>	Population âgée de 15 ans et plus pouvant lire et écrire un énoncé simple et concis sur leur vie quotidienne.
Santé		
1	<i>Services de santé de base</i>	Niveau de satisfaction du public relatif à la performance gouvernementale en matière d'amélioration des services de santé de base.
2	<i>Campagnes de santé publique</i>	Capacité des citoyens à disposer des informations et directives sur les maladies courantes, et efficacité des campagnes de sensibilisation concernant les risques de santé publique.
3	<i>Mortalité infantile</i>	Probabilité qu'un enfant décède avant l'âge de cinq ans, compte tenu des taux de mortalité spécifiques à chaque âge.
4	<i>Mortalité maternelle</i>	Nombre de décès provenant de toute cause liée ou aggravée par la grossesse ou sa prise en charge (à l'exclusion de causes accidentelles ou fortuites).
5	<i>Accès à un réseau sanitaire</i>	Pourcentage de la population ayant accès à un réseau sanitaire amélioré et pourcentage de la population ayant recours aux latrines à ciel ouvert. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
6	<i>Sous-alimentation</i>	Part de la population dont les apports alimentaires sont insuffisants pour répondre de manière continue à leurs besoins énergétiques.
7	<i>Maladies</i>	Nombre de décès dus au paludisme et à la tuberculose. Il est constitué de deux sous-indicateurs.
8	<i>Vaccination</i>	Nombre d'enfants ayant été vaccinés contre la rougeole, la diphtérie, la coqueluche, le tétanos et l'hépatite B. Il est constitué de trois sous-indicateurs.
9	<i>Traitement par antirétroviraux</i>	Pourcentage d'adultes et d'enfants séropositifs recevant un traitement par antirétroviraux, et pourcentage de femmes enceintes séropositives recevant un traitement par antirétroviraux pour réduire le risque de transmission de la maladie à l'enfant. Il est constitué de deux sous-indicateurs.

Les données de l'IIAG 2016 couvrent une période de 16 ans comprise entre 2000 et 2015. Toutes les données de l'IIAG sans exception, y compris les données brutes d'origine et les scores normalisés calculés spécifiquement pour l'Indice, sont disponibles à l'adresse <http://mo.ibrahim.foundation/iiag/downloads/>.

Tous les résultats de l'IIAG sont présentés sous forme de nombres décimaux avec un seul chiffre après la virgule. La méthode de calcul pour parvenir à ces scores est la suivante :

- les scores de chaque pays sont calculés à partir de valeurs d'une précision maximale, extraites des données brutes (en utilisant exactement les valeurs indiquées par les sources). Tous les scores sont arrondis au premier chiffre après la virgule ;
- les moyennes de chaque groupe sont calculées à partir de ces mêmes scores arrondis ;
- idem pour l'évolution des Évolutions au fil du temps et les classements.

La consolidation d'un certain nombre de sous-indicateurs destinés à mesurer des aspects ou des concepts communs a permis l'élaboration de 41 indicateurs. Les sous-indicateurs de chaque indicateur peuvent aussi bien provenir d'une source unique que de plusieurs sources.

La valeur d'un indicateur consolidé correspond à la moyenne des sous-indicateurs qui le composent. L'analyse de l'évolution des tendances au fil du temps, c'est-à-dire l'analyse des améliorations et des détériorations, s'appuie sur une période de dix ans comprise entre 2006 et 2015 (sauf mention contraire). Les différentes références à ces dix dernières années ou à la décennie dans le présent rapport se rapportent donc à cette période.

L'IIAG 2016 n'intègre pas les données relatives au Soudan du Sud recueillies avant la sécession de 2011. Ainsi, l'évaluation des Évolutions de ce pays au cours de ces dix dernières années n'a pu être calculée. En l'absence de données concernant le Soudan du Sud avant 2011, les classements établis pour les années 2000 à 2010 ne comptent que 53 pays, contre 54 dans les classements correspondant aux années 2011 à 2015. Ce détail doit donc être pris en compte lorsque l'on observe l'évolution des classements au fil du temps. De même, les moyennes des groupes dans lesquels le Soudan du Sud est inclus tiennent compte de ce dernier uniquement à compter de l'année de la sécession.

Les données relatives au Soudan recueillies avant 2011 (l'ex-Soudan) ont été intégrées dans l'IIAG 2016. Le Soudan a beau être un nouveau pays qui n'existe que depuis sa sécession avec le Soudan du Sud, les données antérieures à 2011 relatives à l'ex-Soudan apparaissent comme un indicateur approprié de la gouvernance au Soudan.

Les statistiques démographiques du présent rapport proviennent de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2015), *World Population Prospects: The 2015 Revision* (Perspectives de la population mondiale : révision 2015). Les données ont été téléchargées le 11 juillet 2016. Les statistiques sur le PIB des différents pays proviennent de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale. Les données ont été téléchargées le 8 août 2016. Les données propres au Soudan du Sud qui ont pu être générées grâce à ces deux types

de statistiques sont intégrées dans les totaux et les pourcentages datant d'après 2011.


La Fondation Mo Ibrahim est consciente que certaines des sources exploitées mettent à jour leurs données après envoi pour impression des documents qu'elle diffuse. L'exactitude des données brutes de l'IIAG ne peut être garantie au-delà de la date de la dernière consultation, laquelle est précisée pour chaque indicateur sur le notre Portail des données qui peut être téléchargé depuis notre site Internet.


Participez aux échanges sur Twitter, Facebook ou Instagram :


🐦 @Mo_IbrahimFdn #IIAG 📘 /MolbrahimFoundation
📷 moibrahimfoundation

52.5 61.0 43.9 25.6 54.2 65.1 88.5 52.5 61.0 43.9 25.6 54.2 65.1 88.5 52.5 61.0 43.9 25.6 54.2 65.1 54.2
44.5 75.0 63.8 21.7 37.6 49.3 70.5 44.5 75.0 63.8 21.7 37.6 49.3 70.5 44.5 75.0 63.8 21.7 37.6 49.3 37.6
58.7 48.0 48.2 36.5 48.0 49.7 50.5 58.7 48.0 48.2 36.5 48.0 49.7 50.5 58.7 48.0 48.2 36.5 48.0 49.7 48.0
77.6 38.0 48.4 47.8 64.5 35.4 67.5 77.6 38.0 48.4 47.8 64.5 35.4 67.5 77.6 38.0 48.4 47.8 64.5 35.4 64.5
53.0 71.3 86.8 35.7 34.7 65.8 47.0 53.0 71.3 86.8 35.7 34.7 65.8 47.0 53.0 71.3 86.8 35.7 34.7 65.8 34.7
43.8 50.8 60.7 68.1 33.0 51.8 52.7 43.8 50.8 60.7 68.1 33.0 51.8 52.7 43.8 50.8 60.7 68.1 33.0 51.8 33.0
47.0 56.9 57.8 45.9 27.4 52.7 67.8 47.0 56.9 57.8 45.9 27.4 52.7 67.8 47.0 56.9 57.8 45.9 27.4 52.7 27.4
76.7 45.8 76.3 38.5 38.5 25.5 66.8 76.7 45.8 76.3 38.5 38.5 25.5 66.8 76.7 45.8 76.3 38.5 38.5 25.5 38.5
32.7 66.0 54.3 50.7 28.3 76.3 62.3 32.7 66.0 54.3 50.7 28.3 76.3 62.3 32.7 66.0 54.3 50.7 28.3 76.3 28.3
33.0 56.0 41.0 69.1 43.0 48.5 92.2 33.0 56.0 41.0 69.1 43.0 48.5 92.2 33.0 56.0 41.0 69.1 43.0 48.5 43.0
47.8 59.6 54.7 56.0 51.5 57.2 42.0 47.8 59.6 54.7 56.0 51.5 57.2 42.0 47.8 59.6 54.7 56.0 51.5 57.2 51.5
43.0 35.4 67.4 30.5 60.8 81.3 13.1 43.0 35.4 67.4 30.5 60.8 81.3 13.1 43.0 35.4 67.4 30.5 60.8 81.3 60.8
31.3 44.7 59.2 42.8 36.5 47.8 77.4 31.3 44.7 59.2 42.8 36.5 47.8 77.4 31.3 44.7 59.2 42.8 36.5 47.8 36.5
40.9 45.6 73.2 61.3 28.2 47.8 64.3 40.9 45.6 73.2 61.3 28.2 47.8 64.3 40.9 45.6 73.2 61.3 28.2 47.8 28.2
48.2 61.7 55.0 53.4 53.0 57.1 58.2 48.2 61.7 55.0 53.4 53.0 57.1 58.2 48.2 61.7 55.0 53.4 53.0 57.1 53.0
55.0 88.9 44.9 47.0 42.9 80.7 53.7 55.0 88.9 44.9 47.0 42.9 80.7 53.7 55.0 88.9 44.9 47.0 42.9 80.7 42.9
40.9 56.4 69.8 76.7 58.4 36.3 83.3 40.9 56.4 69.8 76.7 58.4 36.3 83.3 40.9 56.4 69.8 76.7 58.4 36.3 58.4
31.9 40.2 59.5 36.3 54.4 33.7 61.5 31.9 40.2 59.5 36.3 54.4 33.7 61.5 31.9 40.2 59.5 36.3 54.4 33.7 54.4
47.6 46.5 58.4 60.3 33.5 55.9 59.6 47.6 46.5 58.4 60.3 33.5 55.9 59.6 47.6 46.5 58.4 60.3 33.5 55.9 33.5
52.8 80.1 54.7 70.8 28.3 50.2 55.1 52.8 80.1 54.7 70.8 28.3 50.2 55.1 52.8 80.1 54.7 70.8 28.3 50.2 28.3
53.6 24.9 58.0 57.4 52.0 40.2 52.5 53.6 24.9 58.0 57.4 52.0 40.2 52.5 53.6 24.9 58.0 57.4 52.0 40.2 52.0
66.8 36.0 54.5 37.7 52.3 48.8 44.5 66.8 36.0 54.5 37.7 52.3 48.8 44.5 66.8 36.0 54.5 37.7 52.3 48.8 52.3
43.2 58.0 66.0 44.6 39.1 58.8 58.7 43.2 58.0 66.0 44.6 39.1 58.8 58.7 43.2 58.0 66.0 44.6 39.1 58.8 39.1
37.1 44.3 29.7 66.9 40.3 71.5 77.6 37.1 44.3 29.7 66.9 40.3 71.5 77.6 37.1 44.3 29.7 66.9 40.3 71.5 40.3
53.6 24.5 41.2 67.6 46.3 56.4 53.0 53.6 24.5 41.2 67.6 46.3 56.4 53.0 53.6 24.5 41.2 67.6 46.3 56.4 46.3
61.9 38.8 42.8 67.6 46.4 45.5 43.8 61.9 38.8 42.8 67.6 46.4 45.5 43.8 61.9 38.8 42.8 67.6 46.4 45.5 46.4
50.3 54.8 65.9 53.4 50.6 53.7 47.0 50.3 54.8 65.9 53.4 50.6 53.7 47.0 50.3 54.8 65.9 53.4 50.6 53.7 50.6
45.3 50.8 72.9 11.5 46.1 63.9 76.7 45.3 50.8 72.9 11.5 46.1 63.9 76.7 45.3 50.8 72.9 11.5 46.1 63.9 46.1
45.7 45.1 53.4 73.1 79.7 66.5 32.7 45.7 45.1 53.4 73.1 79.7 66.5 32.7 45.7 45.1 53.4 73.1 79.7 66.5 79.7
56.9 32.4 49.7 30.1 64.4 74.0 33.0 56.9 32.4 49.7 30.1 64.4 74.0 33.0 56.9 32.4 49.7 30.1 64.4 74.0 64.4
50.7 47.3 36.4 61.3 50.6 46.7 47.8 50.7 47.3 36.4 61.3 50.6 46.7 47.8 50.7 47.3 36.4 61.3 50.6 46.7 50.6
47.3 56.8 81.7 39.4 63.6 46.7 43.0 47.3 56.8 81.7 39.4 63.6 46.7 43.0 47.3 56.8 81.7 39.4 63.6 46.7 63.6
82.9 53.6 35.0 56.9 43.1 63.9 31.3 82.9 53.6 35.0 56.9 43.1 63.9 31.3 82.9 53.6 35.0 56.9 43.1 63.9 43.1
58.0 70.8 29.1 56.3 42.2 58.4 40.9 58.0 70.8 29.1 56.3 42.2 58.4 40.9 58.0 70.8 29.1 56.3 42.2 58.4 42.2
54.8 46.8 50.0 60.1 64.0 50.7 48.2 54.8 46.8 50.0 60.1 64.0 50.7 48.2 54.8 46.8 50.0 60.1 64.0 50.7 64.0
69.5 34.7 38.8 31.2 38.4 73.2 55.0 69.5 34.7 38.8 31.2 38.4 73.2 55.0 69.5 34.7 38.8 31.2 38.4 73.2 38.4
50.4 47.6 32.3 47.9 54.8 50.0 40.9 50.4 47.6 32.3 47.9 54.8 50.0 40.9 50.4 47.6 32.3 47.9 54.8 50.0 54.8
43.4 67.8 33.1 41.0 67.2 56.2 31.9 43.4 67.8 33.1 41.0 67.2 56.2 31.9 43.4 67.8 33.1 41.0 67.2 56.2 67.2
57.8 55.5 27.9 49.9 41.8 50.6 47.6 57.8 55.5 27.9 49.9 41.8 50.6 47.6 57.8 55.5 27.9 49.9 41.8 50.6 41.8
59.9 37.3 36.8 67.5 42.3 47.7 52.8 59.9 37.3 36.8 67.5 42.3 47.7 52.8 59.9 37.3 36.8 67.5 42.3 47.7 42.3
53.7 46.5 57.4 24.9 52.5 33.5 36.0 24.9 66.8 80.1 52.8 55.1 60.3 47.6 55.1 63.9 46.1 80.1 50.2 77.6 55.1
63.9 80.1 37.7 36.0 44.5 28.3 58.0 36.0 43.2 24.9 53.6 52.5 70.8 52.8 52.5 66.5 79.7 24.9 40.2 53.0 52.5
66.5 24.9 44.6 58.0 58.7 52.0 44.3 58.0 37.1 36.0 66.8 44.5 57.4 53.6 44.5 74.0 64.4 36.0 48.8 43.8 44.5
74.0 36.0 66.9 44.3 77.6 52.3 24.5 44.3 53.6 58.0 43.2 58.7 37.7 66.8 58.7 46.7 50.6 58.0 58.8 47.0 58.7
46.7 58.0 67.6 24.5 53.0 39.1 38.8 24.5 61.9 44.3 37.1 77.6 44.6 43.2 77.6 46.7 63.6 44.6 44.6 44.6 44.6
46.7 44.3 67.6 38.8 43.8 40.3 54.8 38.8 50.3 24.5 53.6 53.0 66.9 37.1 53.0 63.9 43.1 24.5 56.4 32.7 53.0
63.9 24.5 53.4 54.8 47.0 46.3 50.8 54.8 45.3 38.8 61.9 43.8 67.6 53.6 43.8 58.4 42.2 38.8 45.5 33.0 43.8
58.4 38.8 11.5 50.8 76.7 46.4 45.1 50.8 45.7 54.8 50.3 47.0 67.6 61.9 47.0 50.7 64.0 54.8 53.7 47.8 47.8
50.7 54.8 73.1 45.1 32.7 50.6 32.4 45.1 56.9 50.8 45.3 76.7 53.4 50.3 76.7 73.2 38.4 50.8 63.9 43.0 76.7
73.2 50.8 30.1 32.4 33.0 46.1 47.3 32.4 50.7 45.1 45.7 32.7 11.5 45.3 32.7 50.0 54.8 45.1 66.5 31.3 32.7
50.0 45.1 61.3 47.3 47.8 79.7 56.8 47.3 47.3 32.4 56.9 33.0 73.1 45.7 33.0 56.2 67.2 32.4 74.0 40.9 33.0
56.2 32.4 39.4 56.8 43.0 64.4 53.6 56.8 82.9 47.3 50.7 47.8 30.1 56.9 47.8 50.6 41.8 47.8 46.7 48.8 47.8
50.6 47.3 56.9 53.6 31.3 50.6 70.8 53.6 58.0 56.8 47.3 43.0 61.3 50.7 43.0 47.7 42.3 56.8 46.7 55.0 43.0
47.7 56.8 56.3 70.8 40.9 63.6 46.8 70.8 54.8 53.6 82.9 31.3 39.4 47.3 31.3 33.5 52.5 53.6 63.6 63.6 63.6
45.1 53.6 60.1 46.8 48.2 43.1 34.7 46.8 69.5 70.8 58.0 40.9 56.9 82.9 40.9 28.3 44.5 70.8 58.4 31.9 40.9
32.4 70.8 31.2 34.7 55.0 42.2 47.6 34.7 50.4 46.8 54.8 48.2 56.3 58.0 48.2 52.0 58.7 46.8 50.7 47.6 48.2

[mo.ibrahim.foundation](https://www.moibrahimfoundation.org)

 /MoIbrahimFoundation

 @Mo_IbrahimFdn

 moibrahimfoundation

FONDATION MO IBRAHIM